



Convergences Syndicales

Bulletin FSU 80 n°33 - Sup.2 - Avril 2004 -

Salarié(e)s du public et du privé,

SOLIDARITE, TOUS ENSEMBLE !

En défense de l'emploi et des acquis sociaux !

Manifestation régionale à Amiens

Samedi 3 avril 2004

Maison de la Culture - 15 heures

Comme dans toute l'Europe, le même jour, avec la CGT, la CFDT, l'UNSA, le Groupe des 10, la CFTC et la FSU, dans le cadre de l'action de la Confédération européenne des syndicats, pour le plein emploi et de nouveaux droits sociaux en Europe...

Pour nous contacter :

Local SNASUB Amiens : 03.22.72.95.02
Local FSU Oise : 03.44.05.02.20

Courrier électronique :

snasub.amiens@wanadoo.fr

**Déplacement collectif en bus
au départ de St Quentin :**

**RDV à la Bourse du Travail le
03.04 à 13h30. Réservation impé-
rative au titre de la FSU 02 à la
CGT, au 03.23.62.39.15.**

Imprimé par nos soins
Directeur de la publication:
Edouard KRYSZTORCZYK
Commission paritaire n°4223d73
Dépôt légal: 4ème trimestre

**Bulletin académique du SNASUB - FSU
Aisne - Oise - Somme**

**SYNDICAT NATIONAL DE L'ADMINISTRATION
SCOLAIRE, UNIVERSITAIRE ET DES BIBLIOTHÈQUES**



Samedi 3 avril 2004 :

la section académique
du SNASUB / FSU vous donne
rendez-vous :

***Manifestation régionale
à Amiens, à 15 heures
à la Maison de la Culture***

**Pour manifester notre solidarité
avec les salarié(e)s du privé
touché(e)s par les plans
de licenciements,**

**Pour se mobiliser ensemble contre les
mesures de destructions des emplois
(plans sociaux dans le privé, suppres-
sions de postes dans le public),**

**Pour exprimer ensemble, dans le privé
et dans le public des revendications
communes pour défendre les acquis
sociaux que le gouvernement et le
MEDEF veulent nous reprendre, notam-
ment en matière de Sécurité sociale,**

**Pour continuer à exprimer notre refus
des régressions sociales imposées aux
salarié(e)s, notamment en matière de
retraites ; il faudra revenir sur la réfor-
me Fillon d'août 2003,**

**Pour dire, TOUS ENSEMBLE, privé et
public, que nous avons des intérêts com-
muns, que nous ne devons pas nous
laisser diviser,**

**Pour défendre nos revendications, des
moyens pour les services publics, des
embauches sont nécessaires pour l'amé-
lioration du service public d'éducation.**

Appel unitaire

CGT - CFDT - CFTC - UNSA - FSU

**" Plein emploi, droits sociaux :
c'est l'Europe que nous voulons "**

***La Picardie connaît de nouvelles
dégradations en matière d'emploi dans le
secteur privé comme dans le secteur
public.***

En 1992, la Picardie occupait le 13ème rang
des régions françaises selon le produit inté-
rieur brut (PIB), c'est à dire les richesses
créées par chaque habitant. En 2002, la
Picardie est au 19ème rang, ce qui la place au
114ème rang des régions de la future Europe
élargie à 25 pays.

Plans sociaux lourds, suppressions d'emplois
dans le public, accélération de la précarité, le
bilan social de cette dernière décennie est
lourd, très lourd en Picardie. La liste des plans
sociaux, des fermetures de sites dans nos
trois départements témoignent du lourd tribut
payé par les picardes et les picards.

Cette situation se traduit sur le marché du
travail par une baisse des offres d'emplois et
par une hausse du chômage qui touche désor-
mais 10,3% de la population picarde. Si l'on
note une stabilité dans la Somme (10,7%),
l'Aisne reste le département le plus touché
(12,2%). L'Oise pour sa part, "pointe" à 8,8%
mais voit son nombre de demandeurs d'em-
plois augmenter de 0,6% par an.

Autant d'indicateurs dans le rouge, qui
nécessitent des politiques de l'emploi volonta-
ristes et effectives en matière d'emploi dans
tous les pays de la communauté européenne
ainsi que la garantie et le développement de
nouveaux droits sociaux coordonnées au
niveau européen.

***Dans ce contexte, les organisations
syndicales CGT, CFDT, CFTC, UNSA, FSU
appellent les salariés du public et du
privé, les privés d'emploi, les retraités,
les citoyens, à assurer la réussite de la
manifestation régionale du 03 avril dans
le cadre de l'action de la Confédération
européenne des syndicats, pour le plein
emploi et de nouveaux droits sociaux.***